

# RÉFUGIÉS

VOLUME 1 • NUMÉRO 126 • 2002

## FEMMES :

Au nom de  
l'équité

Les "oubliées"  
du Soudan



**UNHCR**  
The UN Refugee Agency

## Pourquoi une si criante disparité ?

C'est le récit d'une incroyable odyssée et d'une miraculeuse survie. Des milliers de jeunes, certains âgés d'à peine sept ou huit ans, chassés de chez eux par une guerre civile sans pitié, ont erré

pendant des années, se nourrissant de racines et de feuilles. Presque tous avaient perdu leurs parents. Durant leur longue marche, ils ont été la proie des bêtes sauvages et des bandits.

Ils ont finalement échoué dans un camp de réfugiés au nord du Kenya, où ils ont dû attendre encore des années dans la poussière brûlante des plaines africaines. Puis leur histoire est parvenue aux

oreilles du monde entier et les Etats-Unis ont offert l'hospitalité à plusieurs milliers d'entre eux.

Fascinés par leur errance à la dimension quasi-mythique et par leur immersion sans transition dans un univers étrange peuplé de voitures, de machines à laver et de télévisions, les médias n'ont eu cesse de les interviewer.

Tous ces jeunes étaient des garçons. Les 'enfants perdus du Soudan', uniquement des garçons ?

Non. Car nul n'a parlé des milliers de filles qui ont vécu la même tragédie. Nul ne leur a donné la même chance.

Dans l'exil, les garçons arrivaient généralement à conserver leur identité propre et il était sans doute plus facile de les distinguer et donc de les aider.

Les fillettes, elles, ont souvent été intégrées dans des familles d'accueil où elles étaient de toutes les corvées domestiques, parfois obligées d'accepter un mariage arrangé. Leur identité s'est fondue dans l'anonymat du camp et on les a oubliées.

Le dénouement à deux visages de l'épopée des enfants perdus du Soudan, un pour les garçons, un autre pour les filles, illustre de façon criante la disparité entre hommes et femmes réfugiés, sujet qui est au cœur de cette édition. Des progrès ont certes été accomplis ces vingt dernières années pour répondre aux problèmes spécifiques des femmes, avec notamment l'adoption de lois internationales et nationales, le lancement de programmes innovants, et une prise de conscience parmi les travailleurs humanitaires et les réfugiés.

Toutefois, il est clair que beaucoup reste à faire. Entre autres, un renouvellement de l'engagement des agences humanitaires, une révision voire une restructuration des programmes, une volonté d'initier de nouvelles approches.

Paradoxalement, l'un des problèmes fondamentaux tient à l'habitude trop répandue de considérer les femmes réfugiées uniquement comme des victimes et de se focaliser sur leur vulnérabilité en négligeant de développer leurs atouts et leurs capacités.

A l'instar des fillettes du Soudan, Vaira Vike-Freiberga a fui une nation en guerre et erré de pays en pays pendant plusieurs années. Grâce à sa ténacité, son ingéniosité, et un brin de chance, sa vie a totalement changé. Cette femme est aujourd'hui la présidente de la Lettonie, et comme elle le confie dans cette édition de RÉFUGIÉS, elle est bien décidée à continuer de se battre pour les déracinés : "Je ne sais pas s'il faudra cinq, cinquante ou cent ans pour que cela change, mais nous devons faire quelque chose.

Nous devons agir."



Des "oubliées" du Soudan dans un camp de réfugiés au Kenya.

**Rédacteur :**

Ray Wilkinson

**Edition française :**

Mounira Skandrani

**Ont collaboré :**

Le personnel du HCR dans le monde

**Secrétariat de rédaction :**

Virginia Zekrya

**Iconographie :**

Suzy Hopper, Anne Kellner

**Design :**

Vincent Winter Associés

**Production :**

Françoise Peyroux

**Administration :**

Anne-Marie Le Galliard

**Distribution :**

John O'Connor, Frédéric Tissot

**Carte :**

Unité de cartographie du HCR

**Documents historiques :**

Archives du HCR

**Références** est publié par le Service de l'information du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées par le HCR. La terminologie et les cartes utilisées n'impliquent en aucune façon une quelconque prise de position ou reconnaissance du HCR quant au statut juridique d'un territoire ou de ses autorités.

La rédaction se réserve le droit d'apporter des modifications à tous les articles avant publication. Les textes et les photos sans copyright © peuvent être librement reproduits, à condition d'en mentionner la source. Les demandes justifiées de photos sans copyright © peuvent être prises en considération, exclusivement pour usage professionnel.

Les versions française et anglaise sont imprimées en Italie par AMILCARE PIZZI S.p.A., Milan. Tirage : 232 000 exemplaires en français, anglais, allemand, espagnol, italien, japonais, russe, arabe et chinois.

ISSN 1014-0905

**Photo de couverture :**

Sur le chemin du retour.

UNHCR/R. CHALASANI/CS+TZA+1996

HCR

Case postale 2500  
1211 Genève 2, Suisse  
www.unhcr.org

# RÉFUGIÉS

N° 126 - 2002

## 2 ÉDITORIAL

Le dénouement à deux visages d'une même tragédie.

## 4 EN COUVERTURE

Des progrès ont certes été accomplis pour améliorer le sort des femmes réfugiées, mais la route est encore longue.

### Statistiques

Le monde des femmes réfugiées en faits et chiffres.

### Soudan

Saviez-vous que parmi les "enfants perdus" du Soudan il n'y avait pas que des garçons mais aussi des milliers de filles ?

par Emmanuel Nyabera

### Point de vue

Il faut associer les femmes au processus de paix.

par Swanee Hunt

## 14 ARRÊT SUR IMAGES

### Jeux olympiques

Le sport au service de l'humanitaire.

par Danya Chaikel

### L'instruction au grand jour

Quand l'exil ouvre aux jeunes Afghanes une porte inattendue.

par Michelle Brown et Veronika Martin

## 30 GENS D'ICI ET D'AILLEURS

Réfugiée hier, présidente aujourd'hui.

## 31 ENTRE GUILLEMETS

UNHCR/L. TAYLOR/CS+GIN+2001



**4 Ces dernières années, le sort des femmes réfugiées s'est amélioré** grâce à la mise sur pied de multiples stratégies pour lutter contre des problèmes allant de la violence sexuelle à l'illettrisme. Mais il reste encore beaucoup à faire pour aider les femmes, dont ces réfugiées de Sierra Leone.

UNHCR/W. STONE/CS+KEN+2001



**8 Leur incroyable odyssee a fasciné le monde : des milliers d'enfants ont erré pendant des années dans la savane africaine, exposés à tous les dangers.** Parmi eux, il y avait aussi des filles dont nul n'a parlé.

© S. SALGADO



**14 Témoignage en images : les femmes réfugiées surmontent l'épreuve de l'exil la tête haute.**

| EN COUVERTURE |



# LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS...



**Même s'ils y trouvent abri et protection,**  
la vie dans un camp peut être particulièrement éprouvante pour les réfugiés.

*Les femmes  
réfugiées  
sont-elles traitées  
avec équité ?  
Des progrès ont  
certes été  
accomplis,  
mais la route est  
encore longue.*

C'était l'un de ces tragiques exodes qui ont marqué l'Afrique ces dernières décennies – des dizaines de milliers d'Angolais terrifiés, fuyant la guerre civile, traversant à pied des contrées hostiles et désolées en quête d'un lieu sûr. Pays potentiellement très riche mais saigné à blanc par le despote Mobutu Sese Seko, le Zaïre voisin a généreusement accueilli les réfugiés, comme le font tant d'autres nations africaines.

Des vivres et des terres leur ont été distribués. Dans les années 80, tout "chef de famille valide, de sexe masculin", pouvait bénéficier de cette aide.

Christine Mougne, alors en poste sur le terrain, se rappelle avoir été sidérée. "Il n'y a donc aucune femme parmi les réfugiés ?" avait-elle demandé à ses collègues. "Personne n'avait songé que 30 % des réfugiés étaient des femmes."

"Nous avons remué ciel et terre", raconte-t-elle. "Cela a pris du temps, mais finalement les femmes ont pu elles aussi bénéficier d'une assistance."

Autre crise, autre décennie, mais même mentalité : lorsque les Kurdes ont quitté massivement l'Iraq au lendemain de la guerre du



UNHCR/R. LEMOYNE/CS/MKD/1999

**L'exode est une terrible épreuve. En 1999, ces réfugiés du Kosovo sont arrivés en lieu sûr.**

Golfe en 1991, John Telford, chargé des situations d'urgence au HCR, se souvient qu'après une période de chaos complet, un système de distribution de vivres avait été mis en place pour les civils déracinés.

Malheureusement, toutes les personnes employées au service d'ordre étaient des hommes, recrutés localement, et très peu de nourriture est arrivée jusqu'aux femmes.

"Si ce groupe (de femmes) s'était détaché d'une manière ou d'une autre – en raison de leur origine ethnique ou d'une croyance religieuse différente, par exemple – nous nous

serions assurés qu'elles recevaient des vivres", expliquait-il peu après l'opération. "Mais comme il s'agissait d'un groupe normal de femmes, cela ne nous est même pas venu à l'esprit. Moi non plus je n'y ai pas songé, je le reconnais – à ma grande honte."

Il en allait de même pour le personnel humanitaire féminin. Les hommes étaient nettement plus nombreux que les femmes, ces dernières étant souvent 'invisibles' aux plus hauts échelons des organisations humanitaires.

Dans tout exode de civils, les femmes et les enfants représentent environ 75% de la population réfugiée. Mais malgré ce chiffre éloquent, l'attitude qui prévaut ne devrait peut-être pas nous surprendre. Après tout, la Convention de Genève de 1951 a été élaborée par un panel exclusivement masculin et définit le réfugié comme un individu qui craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social particulier ou de ses opinions politiques. Ce n'est pas que les pères fondateurs aient délibérément omis de mentionner la persécution des femmes – ils n'y ont tout simplement pas pensé.

## CE N'EST PAS QU'EN 1951 LES PÈRES FONDATEURS DE LA CONVENTION DE GENÈVE AIENT DÉLIBÉRÉMENT OMIS DE MENTIONNER LA PERSÉCUTION DES FEMMES – ILS N'Y ONT TOUT SIMPLEMENT PAS PENSÉ.

**Voix:** “Nous les femmes réfugiées, nous sommes tenues à l'écart de tout. Nous ne participons ni à la planification ni à l'élaboration des programmes qui nous sont destinés. Nous sommes des citoyennes de second ordre quand il s'agit de recevoir des vivres, de l'eau et un abri. Nous sommes invisibles aux yeux du monde.”

Au cours des décennies qui ont suivi, la lutte pour un traitement plus équitable des femmes, tant dans la société civile que dans le secteur humanitaire, a progressé par à-

coups en différentes régions du globe.

La situation des femmes réfugiées a commencé à vraiment changer à la fin des années 80 et cette évolution s'est accélérée dans les dix dernières années du XXe siècle. Pourtant plusieurs questions restent pertinentes aujourd'hui : Quels sont les progrès accomplis ? A quel rythme s'opère le changement ? Est-ce suffisant ? Que reste-t-il à faire ?

Il est indéniable que des avancées et des réussites ont été constatées. Le HCR et d'autres organisations ont adopté de nombreuses politiques en faveur de la parité.

Dès 1985, le Comité exécutif du HCR entérinait sa première Conclusion sur les femmes réfugiées et la protection internationale et organisait trois ans plus tard sa première Consultation sur les femmes réfugiées. En 1991, il publiait les Lignes directrices pour la protection des femmes réfugiées et ses politiques en la matière sont régulièrement mises à jour.

En 1984, le Parlement européen approuvait ce qui constituait alors une résolution sans précédent en demandant aux Etats

Suite page 10 ►

# Femmes réfugiées : des faits et des chiffres

Il y a **environ 50 millions de déracinés** dans le monde – réfugiés ayant trouvé asile dans un autre pays ou personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. **75 à 80%** sont des femmes et des enfants.

Le HCR vient en aide à 21,8 millions d'entre eux. **Près de la moitié sont de sexe féminin.**

La plupart des personnes déracinées sont chassées de chez elles par la guerre qui fait de plus en plus de victimes parmi les civils : **plus de 90% aujourd'hui contre 5% il y a quelques décennies. Les femmes et les enfants représentent 80% des personnes blessées ou tuées** par des armes légères, bien plus que les militaires.

La **violence domestique** est la forme la plus répandue d'abus sur les femmes : un tiers à un quart d'entre elles ont été brutalisées par leur mari ou leur compagnon. Seuls 44 pays protègent spécifiquement les

femmes contre la violence domestique.

Les femmes et les filles sont **souvent victimes de violences sexuelles**. En Bosnie et au Rwanda, le viol était une véritable arme de guerre.

**Plus de 20 000 Bosniaques musulmanes** ont été violées en 1992, et la grande majorité des survivantes du génocide rwandais de 1994 ont subi des sévices sexuels.

**Une femme sur cinq dans le monde a été violée**, souvent par un proche. **De 40 à 60% des victimes des agressions sexuelles** sont des jeunes filles de moins de 16 ans.

Plus de 300 000 jeunes, dont **de nombreuses adolescentes réfugiées**, sont enrôlés comme enfants soldats. Les filles subissent souvent différentes formes **d'esclavage sexuel**.

**Plus de 16,4 millions de femmes** sont touchées par le

VIH/sida ; elles constituent maintenant 47% de la population infectée, contre 41% il y a encore quelques années. En Afrique sub-saharienne, les jeunes filles ont cinq fois plus de risques d'être contaminées que les garçons.

Les cours d'éducation et d'hygiène sexuelle donnent des résultats encourageants. En Ouganda, **les cas de maladies vénériennes parmi les femmes instruites ont diminué de plus de la moitié** entre 1995 et 1997.

**Quelque 170 pays** sont parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi qu'à son Protocole facultatif – deux instruments majeurs pour la protection des droits de la femme et l'égalité entre les sexes.

Le statut de la Cour pénale internationale adopté en 1998 habilite la Cour à juger les auteurs d'un large éventail de crimes

dont **le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée et la grossesse non souhaitée.**

**Les femmes sont les premières victimes de la traite d'êtres humains**, notamment à des fins d'exploitation sexuelle. Elles sont d'autant plus vulnérables qu'elles sont peu protégées et ont peu de perspectives économiques, de biens personnels ou fonciers. **Les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est ainsi que les pays de l'ex-Union soviétique** sont les principaux pourvoyeurs de ces esclaves des temps modernes – le plus souvent enlevées, quand elles ne sont pas vendues par leur propre famille.

Environ **45 000 foyers au Rwanda** sont tenus par des enfants dont 90% sont des filles.

Près de 1,3 milliard de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté avec moins d'un dollar par jour. **Les femmes représentent 70%** de cette population.

# Les miraculés de la savane

*Des milliers d'enfants ont été victimes d'une même tragédie au dénouement à deux visages : un pour les garçons, un autre pour les filles.*

par Emmanuel Nybera

**V**ous souvenez-vous des “enfants perdus du Soudan” ? Saviez-vous que parmi eux il y avait aussi des filles ?

À la fin des années 80, le conflit soudanais a jeté sur les routes des milliers d'enfants qui devinrent malgré eux les héros quasi-légendaires d'une incroyable odyssee. Après avoir erré plusieurs années dans la savane de l'Afrique de l'Est, ils échouèrent dans des camps de réfugiés au Kenya. La survie même de ceux qu'on avait surnommés “les enfants perdus du Soudan” tenait du miracle. Près de 4000 d'entre eux – orphelins ou de parents disparus – furent finalement réinstallés aux États-Unis.

Accueillis dans différentes villes américaines, les garçons furent propulsés à la une des médias, interviewés sans relâche sur leur étonnante survie, leur découverte de la neige, des machines à laver et des gratte-ciel, leurs rêves d'avenir.

Mais nul ne parla des milliers de filles âgées de 8 à 10 ans qui avaient vécu la même tragédie. Et pourtant...

Achol Kuol (*nom fictif*) se souvient encore du jour où, âgée de sept ans à peine, elle s'est enfuie avec sa mère et ses quatre frères alors que les combats entre les rebelles et l'armée soudanaise se rapprochaient dangereusement de son village. Elle n'a pas oublié les journées de marche pour arriver jusqu'en Éthiopie, puis son long périple, repassant d'abord par le Soudan pour redescendre vers le sud jusqu'au Kenya. Des semaines, des mois, des années de nomadisme forcé.

“L'eau était rare, et il fallait se contenter de manger des feuilles et des baies sauvages”, raconte-t-elle. “Des enfants ont été dévorés

par les lions.” En cours de route, elle a perdu sa mère, toujours portée disparue.

Une autre jeune fille, Adeu, n'oubliera jamais sa traversée du fleuve Gilo, à la frontière soudano-éthiopienne : “Mes deux oncles m'ont soulevée par les bras. Au milieu du fleuve, l'un d'eux a été emporté par le courant. On m'a dit plus tard qu'il avait été happé par un crocodile.” Les jeunes Soudanais, garçons et filles, sont arrivés au camp de Kakuma, au Kenya, au début des années 90. Mais ce sont surtout les garçons qui ont suscité l'attention et la bienveillance des pays de réinstallation.

Quant aux jeunes filles, beaucoup ont été placées dans des familles d'adoption, comme le veut la tradition soudanaise. Puis, on les a oubliées, abandonnées à un avenir incertain.

## QUEL AVENIR ?

Quant aux jeunes filles, beaucoup ont été placées dans des familles d'adoption, comme le veut la tradition soudanaise. Puis, on les a oubliées, abandonnées à un avenir incertain.

Achol Kuol a aujourd'hui 17 ans. Trois de ses compatriotes ont déjà essayé de l'enlever pour la marier de force au Soudan. Elle n'a dû son salut qu'à l'intervention des travailleurs sociaux du camp et des autres réfugiés, qui ont chassé ses agresseurs. Elle redoute de nouvelles tentatives d'enlèvement, car ces mariages arrangés peuvent être très lucratifs. Son premier prétendant n'avait-il pas promis de donner 50 têtes de bétail à ses parents adoptifs ?

Yar Jok (*nom fictif*) avait neuf ans quand elle a quitté son village. Elle a perdu ses parents, mais ne sait pas où ni quand.

À son arrivée à Kakuma, elle aussi a été adoptée.

Une nuit, un homme est entré dans sa hutte, lui a enfoncé un chiffon dans la bouche et l'a violée. Le lendemain, elle n'a rien dit, de peur de se retrouver en position d'accusée – comme c'est trop souvent le cas dans la société soudanaise et beaucoup d'autres.



*Parmi les “enfants perdus du Soudan”, il y avait des milliers de filles, âgées de 8 à 10 ans. Mais nul n'a parlé d'elles.*

*Une nuit, un homme est entré dans sa hutte, lui a enfoncé un chiffon dans la bouche et l'a violée. Le lendemain, elle n'a rien dit, de crainte que plus personne ne veuille l'épouser.*

“Je craignais que plus personne ne veuille m'épouser”, confie-t-elle.

Mais voilà : elle est tombée enceinte. Rejetée par ses parents adoptifs et par les autres réfugiés, elle a emménagé chez une femme du même clan que sa mère.

Elle a appelé sa fille Monday Riak – “riak” signifie “guerre” en langue dinka.

Comme Achol Kuol, elle se demande quel avenir l'attend. Vaut-elle trouver un époux ? Son agresseur ne risque-t-il pas de venir lui prendre sa petite Monday qui pourrait être une source de revenus lorsqu'elle sera en âge d'être mariée ? Cette existence en marge de la société soudanaise est particulièrement rude. Les deux adolescentes sont en fait considérées comme des domestiques gratuites, chargées de toutes les corvées de cuisine, de nettoyage et de collecte de bois.

Yar Jok s'est inscrite dans une école de rattrapage scolaire mais elle doit aussi s'occuper de son bébé, et sa scolarité s'en ressent. D'autres jeunes filles vont à l'école secondaire de Kakuma.

Aussi limitée soit-elle, cette éducation est un gage d'espoir, même si pour l'instant aucune fille n'a eu la chance de s'envoler à bord d'un grand avion étincelant, d'apprendre à se servir d'un ordinateur, de commencer une nouvelle vie dans un pays inconnu.

Elles ont été les “oubliées” d'une tragédie au dénouement à deux visages : un pour les garçons, un autre pour les filles. Ultime ironie, lorsque dans le camp de Kakuma les enfants perdus du Soudan avaient reçu des rations de nourriture, les filles avaient hérité de la corvée de cuisiner, sous prétexte que c'était un travail de femme... ■

**Les filles “oubliées” du Soudan ont vécu pendant des années dans la poussière brûlante d'un camp de réfugiés au Kenya.**



## LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS...

membres de considérer les femmes victimes de contraintes religieuses ou sociales comme un "groupe social particulier" en matière de détermination du statut de réfugié. Le Canada, les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni ont élaboré leurs propres directives.

Les statuts de la Cour pénale internationale, adoptés en 1998, lui donnent compétence pour juger de nombreux crimes et délits dont le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée et la grossesse imposée. L'an dernier, le Tribunal pénal de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie a rendu sa première sentence, faisant du viol un crime contre l'humanité, à l'encontre de trois officiers serbes de Bosnie (RÉFUGIÉS n° 122).

Au début du nouveau millénaire, une résolution de l'ONU engageait les gouvernements à protéger les femmes des violences et abus commis en temps de guerre et à les inclure dans les négociations de paix ultérieures. Une déclaration du Conseil de sécurité venait



Dans le passé, la distribution de nourriture était souvent supervisée par des hommes et les femmes n'étaient pas toujours les mieux servies.

réaffirmer son soutien à la participation des femmes aux "négociations et à la mise en œuvre des accords de paix, des constitutions et des stratégies de reconstruction et de réinstallation".

**Voix:** "Un rebelle a fait irruption chez nous (en Sierra Leone), il a ordonné à ma mère de lui donner un de ses enfants sinon il tuerait toute la famille. Ma mère a laissé les rebelles m'emmener. En route vers leur camp,

# Les femmes et la paix

Six bonnes raisons

par Swanee Hunt

La question du processus de paix revêt une importance particulière en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Pourquoi ?

D'une part, les guerres d'aujourd'hui sont plus meurtrières que jamais car l'homme a inventé des armes d'une puissance de destruction au-delà de tout ce que l'on peut imaginer. D'autre part, nous avons de formidables ressources pour mettre en place des stratégies de paix mais elles sont inexploitées car nous n'y associons pas les femmes, soit plus de la moitié de la population mondiale.

Nous devons introduire, au sein de notre politique étrangère, un nouvel archétype, celui de la *sécurité inclusive*. Il doit devenir inconcevable de ne pas pleinement associer les femmes à toutes les étapes du processus de paix – de la prévention à la résolution des conflits jusqu'à la stabilisation après le retour à la normale.

Un haut responsable de l'ONU m'a dit un jour que les seigneurs de la guerre ne voulaient pas de femmes dans leurs rangs parce qu'ils trouvaient

trop enclines au compromis. Mais n'est-ce pas là justement ce qu'il faut ? Pour que la réconciliation dure, nous avons besoin de défenseurs de la paix, et pas seulement de guerriers, à la table des négociations.

Les femmes sont de précieux acteurs dans le rétablissement de la paix pour au moins six bonnes raisons :

**Premièrement**, elles ont, de par leur nature et leur vocation sociale, un rôle nourricier qui les porte généralement à transcender les barrières ethniques, religieuses et culturelles. Bien que certaines féministes contestent cette idée, les femmes que j'ai rencontrées dans les zones de conflit m'ont toutes dit qu'elles étaient motivées par la nécessité d'assurer la sécurité de leurs proches.

**Deuxièmement**, elles connaissent de très près les communautés où les accords de paix devront être appliqués. Alors pourquoi avoir écarté ces fines observatrices des processus de négociation ? En 1994, j'ai reçu les négociateurs dans le cadre du r

glement de la crise bosniaque. Une soixantaine de personnes, tous des hommes, évidemment. Ils se sont réparti les postes ministériels mais n'ont créé aucun mécanisme pour arrêter les individus accusés de crimes de guerre. Huit ans plus tard, on voit le résultat : les criminels siègent toujours aux conseils municipaux et il y a encore des millions de déplacés dans les Balkans.

**Troisièmement**, elles n'ont en général pas porté les armes. Certaines m'ont expliqué que, contrairement à leurs maris, elles n'avaient jamais dû se résoudre à considérer "ceux d'en face" comme des cibles à abattre, et que par conséquent elles étaient plus ouvertes à l'idée de réconciliation.

**Quatrièmement**, elles sont souvent considérées comme des citoyens de deuxième ordre, trop peu influentes pour être véritablement dangereuses. La Palestinienne Sumaya Farhat-Naser, du Centre pour les femmes à Jérusalem, pense que cette identité féminine a quelque peu atténué la violence quotidienne au Moyen-Orient et a aidé

*j'ai été violée par sept d'entre eux. Ils m'ont détenue pendant un an. Après m'être évadée, je me suis demandé : 'Et maintenant, qui va m'aider?' "*

Cet activisme a favorisé l'afflux de fonds, essentiellement en provenance des riches nations occidentales et d'organisations privées dont la Fondation Ted Turner, donnant naissance à des centaines de projets en faveur des femmes : amélioration de la qualité des soins médicaux, de la distribution de vivres et d'eau, multiplication des cours d'alphabétisation et de formation, ainsi que des programmes destinés à combattre les violences sexuelles et les mutilations génitales. D'autres projets ont encouragé les femmes à créer leur petite entreprise et à participer aux comités des camps de réfugiés ou à des groupes politiques, économiques et sociaux une fois de retour dans leur pays.

Un programme particulièrement efficace a été développé en Amérique centrale pour quelque 45 000 Guatémaltèques déracinés par la guerre civile dans les années 80 et réfugiés au Mexique. Quand les femmes ont demandé une voix au chapitre dans les négocia-

tiations préalables au rapatriement, le HCR a financé des projets en vue de promouvoir les droits des femmes et leur accès à l'éducation, d'améliorer les services de santé et de développer leurs capacités de leadership.

Directement impliquées dans les négociations de rapatriement, les femmes ont entre

autres obtenu la reconnaissance, pour la première fois, du principe d'égalité du droit à la propriété aussi bien privée que communale. Dix ans après, ce principe est désormais garanti par la jurisprudence du Guatemala et bénéficie à l'ensemble de la population.

Une loi similaire a été promulguée au ►



**S'aventurer hors du camp pour aller chercher du bois exposait les réfugiées somaliennes au Kenya à de multiples dangers.**

## *pour associer pleinement les femmes aux discussions concernant la sécurité internationale.*

les femmes à faire en direction des autres communautés des gestes impossibles pour les hommes. Cependant, comme elles sont exclues des sphères de décision, l'impact de leur action est limité.

**Cinquièmement**, elles s'y entendent comme personne pour trouver des solutions réellement innovantes, à la source du problème, précisément parce qu'elles n'ont pas accès au pouvoir en direct. Malgré un manque criant d'argent, bravant l'indifférence et souvent les commentaires ironiques, des femmes énergiques se mobilisent pour mener discrètement leur propre action à l'écart des partis politiques et des institutions officielles.

**Sixièmement**, les femmes ont un formidable talent de rassembleuses. En 1977, le prix Nobel de la paix a été décerné aux organisatrices des grands rassemblements pacifiques non partisans d'Irlande du Nord, et il existe depuis quelques années dans ce pays un parti politique multiconfessionnel et ouvert appelé le *Northern Ireland Women's Coalition*.

On note à cet égard des changements perceptibles sur le front des politiques. L'Union européenne, le Groupe des huit pays les plus industrialisés et le Conseil de sécurité de l'ONU insistent dans leurs déclarations de principe sur la nécessaire participation des femmes à l'ensemble du processus de paix. Ces paroles sont les bienvenues. Elles le seraient davantage si elles étaient suivies d'effet.

Par exemple, les femmes doivent être étroitement associées au processus de paix engagé en Afghanistan sous les auspices de l'ONU. Or, elles n'étaient que trois parmi les quelque 60 personnalités qui ont nommé le gouvernement provisoire et, sur les 29 portefeuilles ministériels attribués, seuls deux l'ont été à des femmes. Pas un franc succès pour un pays où, avant les taliban, le personnel des administrations publiques était à 40% féminin.

Kada Hotic, réfugiée originaire de Srebrenica, se bat pour faire éclater la vérité. On se souvient de cette ville bosniaque prise par les Serbes, des innombrables cas de viols, du massacre de 8000 hommes et adolescents sans armes, dont le mari

et le fils de Mme Hotic. Malgré son drame, cette femme courageuse a créé une organisation pour que toute la lumière soit faite sur la pire atrocité commise en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais elle a aussi des mots de compassion pour ceux qui ont détruit sa vie. "Le soldat qui a tué mon fils croyait servir son peuple et sa religion", déclarait-elle récemment devant un auditoire à Belgrade. "Je ne suis pas ici pour vous dire que vous êtes coupables. Je ne souhaite à personne d'entre vous de vivre ce que j'ai subi. Il est temps d'aller de l'avant."

Le lendemain, elle a été invitée à parler dans d'autres villes serbes. "Maintenant je sais que je ne suis pas seule", a-t-elle confié. "Il y a des gens avec qui je peux travailler. Ensemble, nous pouvons créer un autre avenir." ■

SWANEE HUNT siège au conseil d'administration de USA for UNHCR, dirige le programme Women and Public Policy à la John F. Kennedy School of Government et préside Women Waging Peace ([womenwagingpeace.net](http://womenwagingpeace.net))



L'éducation est souvent la clé d'un avenir plus souriant. Jeunes rapatriées dans une école du Myanmar. Lutte contre les mutilations génitales en Éthiopie.

## LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS...

Rwanda pour faire face aux conséquences du génocide de 1994, mais elle est peut-être arrivée trop tard pour la plupart des survivantes de cette tragédie qui a fait près d'un million de morts : certains des parents des victimes, de sexe masculin, s'étaient déjà appropriés les terres en vertu des anciennes lois.

Récemment en Guinée, des papiers d'identité à titre individuel ont été délivrés à tous les réfugiés majeurs – pour la première fois aux hommes comme aux femmes – ce qui confère à ces dernières une plus grande marge d'action dans des domaines tels que la distribution de nourriture et la liberté de circulation. Cette pratique devrait se généraliser dans toutes les communautés de réfugiés.

Pour relever le défi de la parité au sein même des organisations humanitaires, les femmes ont été recrutées en plus grand nombre, des postes spécialisés ont été créés, des programmes de sensibilisation ont été développés pour l'ensemble du personnel et certains budgets ont été rationalisés afin de

se rapprocher d'une véritable égalité.

**Voix:** "En Angola environ un tiers des chefs de famille sont des femmes qui doivent gagner leur vie tout en élevant leurs enfants. Leur accès à la terre, à la santé, à l'éducation et autres services sociaux est limité. Elles n'ont pas de compétences particulières et sont donc de plus en plus nombreuses à se prostituer."

De même que les femmes réfugiées, le personnel humanitaire dans son ensemble est d'accord sur un point : il y a encore beaucoup à faire. Mais il existe de profonds désaccords – souvent très tranchés entre hommes et femmes – notamment sur l'efficacité des changements effectués, le travail qui reste à accomplir et sur les décisions concrètes et les programmes nécessaires pour aboutir à une réelle égalité entre réfugiés des deux sexes.

Certains estiment que de réelles avancées ont été obtenues grâce à des législations internationales et nationales soucieuses de mieux protéger les femmes des crimes sexuels ou autres, les projets destinés à améliorer leur santé, leur alimentation et leur éduca-

tion dans les camps de réfugiés et ceux destinés à les aider à obtenir l'asile ou à reconstruire leur vie une fois de retour dans leur pays.

Mais, tout en reconnaissant les problèmes spécifiques rencontrés par les femmes, les experts mettent en garde les organisations humanitaires comme le HCR contre le fait de trop privilégier les programmes spéciaux en faveur des groupes particuliers. Certains hauts responsables ont jugé condescendant et contre-productif de se focaliser sur des projets à l'attention des femmes, parce que cela suggérerait que les femmes réfugiées seraient incapables d'agir par elles-mêmes. Des arguments similaires ont alimenté un débat animé aux États-Unis concernant le bien-fondé de programmes privilégiant les noirs américains.

De plus, précisent-ils, des effectifs féminins supplémentaires ont été recrutés par les organisations humanitaires qui avaient elles-mêmes beaucoup évolué sur le plan de la parité homme-femme.

Serge Malé, épidémiologiste principal au HCR, se souvient : "Il y a quinze ans, on voyait les femmes réfugiées à travers un seul

Soudain les fonds ont afflué pour améliorer les soins médicaux, la distribution d'eau et de vivres, multiplier les cours d'alphabétisation et de formation, les programmes visant à combattre les violences sexuelles...



La formation permet aux femmes réfugiées de trouver du travail lorsqu'elles retournent dans leur pays – que ce soit dans une boulangerie en Tchétchénie ou dans une usine de textiles à Hô Chi Minh-Ville, au Viet Nam.

“SI VOUS CHERCHEZ DES LEADERS, PENSEZ À NOUS. CE N’EST PAS PARCE QU’ELLES PORTENT UN VOILE QUE LES FEMMES N’ONT PAS DE VOIX. LA DOMINATION DES HOMMES N’A APPORTÉ QUE GUERRES ET SOUFFRANCES.”

prisme, celui de la mère. On ne les voyait pas comme des êtres humains complexes avec toutes sortes de problèmes. Depuis, nous avons évolué dans notre attitude vis-à-vis des femmes, des violences sexuelles et des mutilations génitales. Nous avons bien avancé.”

**Voix:** “Les femmes sont traitées en victimes impuissantes, et non comme des individus que l’on doit consulter et informer quant aux décisions qui les concernent. Cet état d’esprit se reflète dans les décisions politiques que prennent les gouvernements et les agences humanitaires comme le HCR.”

Le débat peut devenir houleux. Les tenants du point de vue adverse, parmi lesquels de nombreuses femmes déracinées, jugent les progrès limités plutôt que spectaculaires dans l’amélioration de leur sort, et se méfient de certaines initiatives et réformes qu’elles considèrent comme superficielles voire contre-productives.

“La communauté humanitaire oppose un déconcertant degré de résistance à toute démarche en faveur de l’égalité des sexes”, écrivaient Deborah Clifton et Fiona Gell, spé-

cialistes du sujet, dans un article intitulé “Sauver et protéger des vies grâce à l’émancipation des femmes”. Ce blocage s’explique par “un refus et une incapacité de s’attaquer à la discrimination sexiste qui reflètent les préjugés masculins” rencontrés dans le milieu humanitaire.

Les femmes réfugiées peuvent en effet être des victimes à plus d’un titre. Sur le chemin de l’exil, elles perdent le soutien de leur gouvernement, de leur foyer et souvent de leur mari. Parfois illettrées, à peine sorties de l’enfance, elles deviennent du jour au lendemain chefs de famille, et doivent nourrir et protéger leurs proches. Même une fois en lieu sûr, elles sont souvent victimes d’agressions sexuelles ou de brutalités.

Mais l’une des approches les plus insidieuses et, à terme, les plus débilatantes des actions en faveur des femmes, affirment des spécialistes de terrain, est de trop favoriser les programmes répondant à des priorités essentielles comme la nourriture et les abris.

Ces projets, certes nécessaires, ont un prix – ils cristallisent et véhiculent le stéréotype de la femme vulnérable – tandis qu’ils oblitèrent les projets dits de responsabilisa-

tion ou d’émancipation qui permettraient aux femmes d’acquérir des compétences pour pouvoir jouer un rôle plus important dans les camps ou une fois rentrées dans leur pays.

S’adressant récemment au Conseil de sécurité de l’ONU, Jamila, une Afghane, s’est faite l’écho de la frustration des femmes réfugiées: “Si vous cherchez des leaders, pensez à nous. Ce n’est pas parce qu’elles portent un voile que les femmes n’ont pas de voix. J’ai souvent entendu dire que les Afghanes n’ont pas le sens de la politique, que la paix et la sécurité sont une affaire d’hommes. C’est une idée fausse. Pendant 20 ans, j’ai vu les hommes au pouvoir n’apporter que guerres et souffrances.”

“Au plus fort d’une crise, lorsqu’il faut parer à l’urgence et répondre aux besoins vitaux de dizaines de milliers de personnes, nous sauverons plus de vies et nous serons sûrs que nos initiatives seront viables au-delà du stade de l’urgence si les programmes visant à aider les femmes sur le long terme sont mis en place dès le premier jour de la crise”, explique Joyce Mends-Cole, coordinatrice principale du HCR chargée des femmes réfugiées.

Suite page 23 ►

| ARRÊT SUR IMAGES |

# FEMMES REFUGIEES

La grâce dans l'adversité

PHOTOS DE SEBASTIÃO SALGADO

| ARRÊT SUR IMAGES |

| ARRÊT SUR IMAGES |

PHOTOGRAPHY BY JACQUES CHALASYANI



**BOSNIE**  
UNE MÈRE ET SON ENFANT  
DANS LE CAMP DE BATNOGA

1 ARRÊTÉES IMAGES



AFGHANISTAN  
SURVIVRE ENVERS  
ET CONTRE TOUT

| ARRÊT SUR IMAGES |



**TURQUIE**  
RÉFUGIÉES KURDES RAMASSANT  
DU BOIS PRÈS DE LA FRONTIÈRE  
IRAQUIENNE

| ARRÊT SUR IMAGES |



| ARRÊT SUR IMAGES |



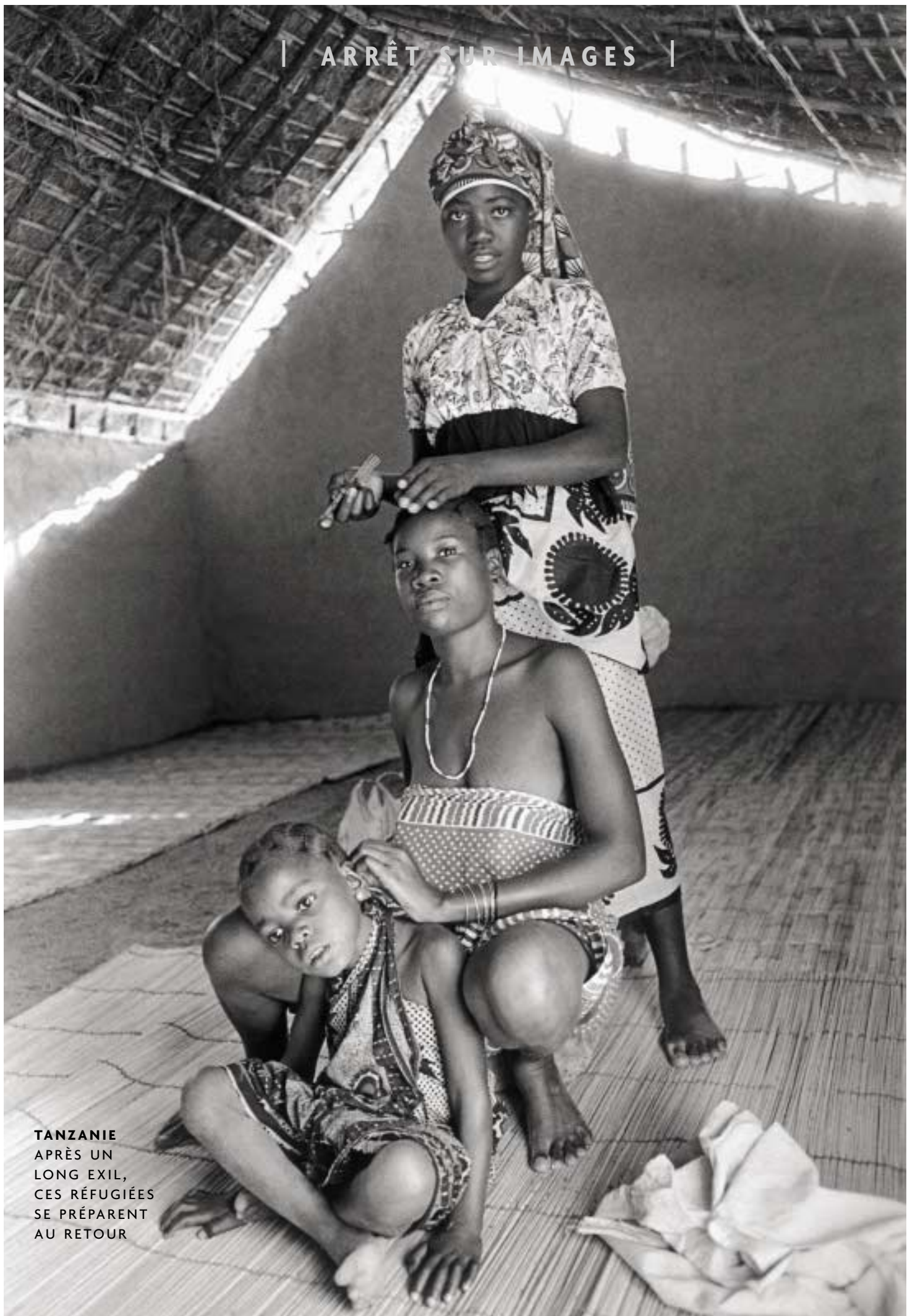
VIET NAM  
LE RÊVE D'UN AVENIR  
MEILLEUR

| ARRÊT SUR IMAGES |



What is your name?  
How old are you?  
Which school do you go to?  
Are you a boy or girl?  
What is your question?

| ARRÊT SUR IMAGES |



**TANZANIE**  
APRÈS UN  
LONG EXIL,  
CES RÉFUGIÉES  
SE PRÉPARENT  
AU RETOUR

A CETTE MISOGYNIE, RÉELLE OU PERÇUE COMME TELLE,  
VIENNENT LES A PRIORI CULTURELS, CHEZ LES RÉFUGIÉS  
COMME CHEZ LE PERSONNEL DE TERRAIN CHARGÉ DE LES AIDER.

▶ LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ  
DES DROITS...

**Voix:** "Toutes les femmes (présentes à une conférence sur les réfugiés au Canada) sont d'accord sur le fait que les juges des services d'immigration sont insensibles au sort des demandeurs d'asile, notamment quand il s'agit de femmes. La plupart ne sont pas informés des questions concernant les femmes... et n'en savent guère plus sur les pays d'origine."

A cette misogynie, réelle ou perçue comme telle, viennent s'ajouter les a priori culturels, tant parmi les réfugiés que parmi le personnel de terrain chargé de les aider.

Le HCR, par exemple, emploie des personnes du monde entier dont l'approche d'un problème sera plus ou moins influencée par l'éducation reçue, quelles que soient les directives.

Lorsque les réfugiés se retrouvent en pleine situation de crise et que leur existence est soudain bouleversée, jusqu'où les organisations humanitaires doivent-elles intervenir? Hormis l'eau, la nourriture et les abris, faut-il mettre en place des programmes qui risquent de déstabiliser leur équilibre socio-culturel?

Les fillettes et les femmes, qui dans leur pays ne seraient peut-être jamais allées à l'école ou n'auraient jamais pris de décision familiale importante, doivent-elles apprendre à lire et à écrire? Doivent-elles participer aux discussions portant sur des questions aussi essentielles que la distribution de nourriture et de terres ainsi que celle du rapatriement?

En tant qu'organisation fondée sur les principes onusiens, la politique générale du HCR est claire, mais sur le terrain, la guerre des préjugés a lieu au quotidien.

Ainsi, dans un pays du Moyen-Orient, un responsable sur le terrain a refusé d'appliquer un programme de scolarisation sous prétexte que les femmes instruites auraient du mal à trouver un mari, et d'ajouter: "Moi, je n'épouserai certainement pas ce genre de femme."

La distribution de protections périodiques

peut aussi être un exercice délicat, notamment pour les employés masculins qui souvent ne veulent pas s'en mêler ou sont simplement maladroits. Dans une ville d'Afrique, un agent a donné des serviettes hygiéniques à des jeunes filles devant tous les élèves d'une classe mixte. Les adolescentes étaient mortifiées. Bien que ce sujet fasse l'objet de recommandations précises et officielles de la part du HCR depuis des années, la pratique ne suit

cain pour la paix et professeur à l'American University de Washington D.C.: "Rien ne change vraiment." Ainsi, dans les camps mis en place dans le contexte de l'actuelle crise afghane, "les toilettes, les latrines et les puits sont encore construits sur des modèles qui ne tiennent pas compte des besoins des femmes. Ils sont mal éclairés et ne sont pas gardés."

En écho aux propos du responsable surmené en Guinée, un professionnel chargé de



Pour la première fois depuis des années, les femmes afghanes peuvent ôter leur voile en public.

pas toujours.

Dans un camp en Guinée, pays qui accueille des centaines de milliers de réfugiés, les habitants ont posé des questions sur la sécurité dans les toilettes, la promiscuité, la possibilité de s'isoler et la pose d'un simple verrou. "Ces femmes ne sont pas musulmanes", a répondu un responsable surmené. "L'intimité, c'est un luxe en temps de crise."

A la suite d'agressions sexuelles répétées contre des femmes somaliennes réfugiées au Kenya, l'agencement et l'éclairage des camps ont été améliorés et la sécurité renforcée.

De telles pratiques devraient être universelles, or comme le notait récemment Julie Mertus, chargée de cours à l'Institut améri-

dessiner les plans des camps pour les Afghans déclarait: "C'est une urgence. Tout le monde aura la même chose. On n'a pas le temps de se soucier des différences entre les sexes."

Le fossé entre hommes et femmes est illustré de façon criante par l'affaire des 'enfants perdus du Soudan' (lire article page 8). A la fin des années 80, des milliers de jeunes ont fui le sud du pays à cause de la guerre civile. Pendant des années ils ont erré dans la savane, ont gagné l'Éthiopie puis sont retournés au Soudan avant d'arriver au camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya.

Lorsque le monde entier a entendu parler de leur odyssée, les États-Unis ont accueilli quelques milliers de "garçons perdus" qui ont

## ▶ LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS...

ainsi pu commencer une nouvelle vie.

Les filles, elles, ont connu un sort très différent. Beaucoup ont été intégrées à leur famille d'accueil où elles servaient de domestiques et certaines ont dû accepter un mariage arrangé. Personne ne leur a proposé de reconstruire leur vie à l'étranger.

**Voix:** "En 1981, quand 452 bateaux ont débarqué en Thaïlande avec 15 479 réfugiés à leur bord, le HCR a dressé une liste de statistiques effrayantes : 349 bateaux avaient été attaqués trois fois chacun en moyenne; 578 femmes avaient été violées et 228 enlevées, et 881 personnes étaient mortes ou portées disparues."

Même les programmes conçus avec les meilleures intentions peuvent avoir des conséquences inattendues et parfois tragiques. Lors de l'exode de millions de *boat people* indochinois après la fin de la guerre du Viet Nam, les femmes sont devenues des proies de choix pour les pirates.

Les Etats-Unis ont débloqué des millions de dollars pour améliorer la sécurité de ces réfugiées et traduire les coupables en justice. Les résultats étaient portés sur ce que Christine Mougne appelle aujourd'hui "l'horrible carte" dans le bureau du HCR à Bangkok, en Thaïlande.

Chaque type d'agression, depuis les violences sexuelles jusqu'aux meurtres et enlèvements, était indiqué sur cette carte par un symbole différent. Au début, le nombre de meurtres semblait limité, mais à mesure que plus de pirates étaient traînés en justice pour viol, le nombre de *boat people* agressés puis assassinés de sang froid et jetés à la mer grimpa en flèche. Et sur la carte, les symboles représentant les meurtres se sont multipliés.

Au Kenya, les femmes étaient souvent violées en allant chercher du bois à l'extérieur des camps. Lancé en 1997, un projet a permis la livraison de bois par camion pour que les femmes soient moins exposées au danger. Toutefois, un récent rapport préconisait une grande prudence avant de vanter la réussite de ce projet extrêmement onéreux. Si le nombre de femmes violées alors qu'elles ramassaient du bois avait chuté dans certains cas, le nombre d'agressions sexuelles commises dans d'autres circonstances avait augmenté. Le rapport concluait que le programme "ne règle pas tous les risques de viol, pas plus qu'il ne ▶

# À jeu égal

Les femmes aussi peuvent marquer des buts.

par Danya Chaikel

Le jour où elle a dû fuir la violence en République démocratique du Congo, elle avait pour tout bagage un maigre baluchon et ses deux enfants. Elle a franchi la frontière et a rejoint un camp de réfugiés proche de Luanda, la capitale angolaise. Et c'est là qu'Helena Ngonga, 22 ans, a trouvé sa nouvelle vocation. Tout récemment, elle a organisé un match de foot entre les enfants du camp. Une rencontre sportive apparemment banale, mais en réalité tout un symbole pour les jeunes.

Entraîner ces sportifs en herbe a été pour Helena une révélation et une chance. Elle a maintenant un emploi d'institutrice d'école maternelle, un salaire décent, et surtout elle a retrouvé son amour-propre. Dans des camps où l'ennui et la monotonie peuvent briser tous les ressorts de la volonté, le sport est synonyme d'esprit d'équipe et de vitalité. Et quel exutoire pour une jeunesse débordant d'énergie !

En 1994, l'athlète norvégien Johan Koss, médaille d'or de patinage de vitesse, et le Comité d'organisation des Jeux d'hiver de Lillehammer ont décidé d'unir leurs efforts pour que, au-delà des paillettes et de l'hyper-

médiatisation, les Jeux olympiques servent la cause des enfants. Ainsi naquit *Olympic Aid*, une petite ONG qui, en collaboration avec le HCR, a créé des programmes en Angola et dans dix autres pays pour concrétiser l'une des dispositions de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant : le droit aux loisirs, au jeu et à la participation à des activités culturelles et artistiques. Car, pour des jeunes réfugiés traumatisés par la guerre et le déracinement, le sport peut être aussi vital que la nourriture et un toit.

Lors de la réunion extraordinaire d'*Olympic Aid* tenue cette année en marge des Jeux d'hiver de Salt Lake City, le Haut Commissaire Ruud Lubbers a déclaré que "le jeu et l'esprit d'équipe peuvent contribuer à estomper les blessures affectives et restaurer un semblant de normalité dans l'environnement aliénant d'un camp de réfugiés". De retour d'une visite dans plusieurs camps de réfugiés, l'actrice hollywoodienne



UNHCR/R. CHALASANI/CS-ETH-1998

**Moment de détente pour ces réfugiées somaliennes dans un camp en Ethiopie.**

Angelina Jolie, ambassadrice de bonne volonté du HCR, a évoqué cette enfant taciturne et solitaire, témoin oculaire du meurtre de ses parents et de son frère aîné, rencontrée dans le camp de Kibondo en Tanzanie. “Il faut absolument qu’elle parle, qu’elle joue, qu’elle redevienne une petite fille comme les autres. C’est là qu’ *Olympic Aid* fait un travail crucial.”

Dans le cadre de son programme *Coach2Coach*, l’ONG a récemment recruté des animateurs sportifs bénévoles (canadiens, américains, norvégiens et hollandais), qui passent six mois dans les camps de réfugiés pour aider des gens comme Helena à organiser des activités dans différentes disciplines – foot, volley, basket, course à pied, voire gymnastique et karaté.

#### **ENCOURAGER LES FEMMES**

Si les garçons sont toujours partants pour faire du sport, la mobilisation des femmes est plus difficile et délicate. Selon le Canadien Michael Hunter, animateur sportif au camp de Mussende en Angola, beaucoup de réfugiées sont sans leur mari, doivent s’occuper seules de leurs enfants, “et c’est leur bien-être physique et affectif qu’elles sacrifient en premier”.

Le sexisme peut aggraver les difficultés. Un jour, à Mussende, des gamins ont hué une petite fille qui essayait de se joindre à eux. L’entraîneur a dû intervenir en lui passant le ballon et en exigeant qu’on la laisse jouer. Visiblement contrariés, les garçons ont repris le jeu, et l’un d’eux a repassé spontanément le ballon à la fillette, cette fois sans provoquer de tollé.

La Canadienne Abby Schneider a été confrontée à des problèmes du même ordre à Pakelle, dans le nord de l’Ouganda. “Quand elles n’étaient pas à l’école, les filles devaient faire le ménage, aller chercher de l’eau, garder les petits”, raconte cette jeune femme de 21 ans qui s’occupait d’enfants en danger en Saskatchewan, au Canada. Sachant que les adolescentes n’osent pas, par crainte ou par pudeur, s’inscrire dans une

équipe, elle les met à l’aise en leur demandant d’abord de l’aider à organiser des activités pour les tout-petits car, explique-t-elle, “ce rôle maternel leur donne une certaine autorité qui les prépare à se mesurer aux garçons”.

La Torontoise Susie Biro, animatrice sportive au camp de Kpomasse, au Bénin, explique que les femmes considèrent le sport comme un luxe qu’elles n’ont pas le temps de s’offrir : “Et c’est là toute la difficulté... sans compter qu’il y a 22 nationalités dans le camp!” Mais quand elles ont

décidé d’organiser leur propre championnat de foot, elles ont fait passer le message dans tout le camp, formé leurs équipes par catégories d’âge sans tenir compte du pays d’origine des unes et des autres et “leur championnat” fut un franc succès.

La présence de femmes dans les équipes d’animation a été déterminante. “Mon pouvoir de persuasion est plus grand que celui d’un homme, car je suis un exemple”, explique Marian Scully, animatrice sportive détachée en Côte d’Ivoire dans la région de Danané, à quelque 800 kilomètres à l’ouest de la capitale, Abidjan, pour s’occuper de réfugiés libériens et sierra-léonais. “Je me souviens de l’étonnement provoqué au début par le

fait que nos équipes étaient mixtes. A notre premier match, une spectatrice m’a avoué qu’elle n’avait jamais vu une fille dribbler un ballon!”

Pour la Québécoise Louise Hamelin, les filles sont aussi motivées et créatives que les garçons. Le problème, c’est qu’elles ont beaucoup moins de temps libre. Et l’idée qu’elles puissent faire du sport, surtout dans des équipes mixtes, est souvent une nouveauté dans les camps de réfugiés – comme dans beaucoup de régions du globe. Mais les gens commencent à s’habituer. “Les hommes nous perçoivent déjà comme de vraies athlètes”, constate-t-elle. Elle est convaincue que son exemple et celui de ses collègues d’ *Olympic Aid* est, petit à petit, en train de faire évoluer l’image du sport au féminin parmi les réfugiés. ■

*“Mon pouvoir de persuasion est plus grand que celui d’un homme, car je suis un exemple.”*



**Malgré une augmentation du personnel humanitaire féminin, peu de femmes accèdent à des postes clés.**

## ► LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS...

contribue à l'amélioration de la sécurité générale dans les camps de Dadaab et leurs environs”.

Les problèmes existent au-delà de la vie dans les camps, là où ces femmes essaient d'obtenir le droit d'asile ou de reconstruire leur vie si elles retournent dans leur pays.

Les femmes sont souvent réticentes à parler des violences sexuelles qu'elles ont subies, même si cela peut faciliter l'obtention de l'asile. Des enquêteurs et des juges de sexe masculin reconnaissent fréquemment leur

ignorance des problèmes spécifiques aux femmes.

Des épouses ne sont pas autorisées à raconter ce qui leur est arrivé. Un grand flou règne encore quant à l'attitude à adopter face aux victimes de violences conjugales – la première cause de lésions corporelles chez les femmes dans le monde entier.

Quand elles rentrent dans leur pays, les

femmes sont censées se conformer de nouveau aux normes de leur culture, indépendamment de l'expérience acquise durant leur exil.

Des femmes bosniaques qui avaient trouvé refuge en Europe ou ailleurs pendant les guerres des Balkans ont eu beaucoup de mal à revenir au monde cloîtré d'une ferme isolée, après l'arrêt des combats. Le formidable tra-

**BEAUCOUP DE PROGRAMMES SE CONCENTRENT SUR LES FEMMES EN EXCLUANT LES HOMMES ET CECI ENTRAÎNE LE CHANGEMENT SOCIAL.**

## “LES FEMMES DOIVENT ÊTRE AU CŒUR DES SOLUTIONS AUX CRISES QUI SECOUENT LE MONDE.”

tences ont été brisées et nous devons reconnaître que de profonds changements ont déjà eu lieu, et les femmes se retrouvent face à de nouvelles responsabilités”, souligne Joyce Mends-Cole. “Nous devons être en faveur de tout changement bénéfique aux femmes. Nous devons les écouter et elles nous diront alors ce qu’elles attendent de nous.”

Juger du moment opportun pour introduire des changements n’est pas chose aisée, mais il ne faudrait pas sous-estimer le désir de progrès y compris au sein des cultures les plus conservatrices. Quand les troupes soviétiques ont envahi l’Afghanistan en 1979, beaucoup de familles traditionalistes ont quitté le pays, en partie de crainte que leurs femmes et filles ne soient obligées d’adopter un nouveau mode de vie, comme par exemple aller à l’école. Aujourd’hui, pourtant, bon nombre de ces mêmes familles souhaitent qu’elles bénéficient d’une instruction.

Alors quelle voie faut-il suivre ?

Deux approches ont été testées : la création de programmes spéciaux pour lutter contre la discrimination et l’inégalité ou l’intégration d’initiatives en faveur des femmes à l’ensemble de la structure opérationnelle d’une organisation. Aucune d’elles n’a vraiment abouti.

La situation est devenue inextricable. Les programmes spéciaux sont souvent laissés aux seuls spécialistes qui les gèrent et sont ignorés par les autres membres de l’organisation. Et les fonder dans des programmes généraux équivaldrait à les asphyxier.

Par ailleurs, la décision de recruter plus de femmes dans les organisations humanitaires afin d’enrichir et d’équilibrer les points de vue n’a pas donné de résultats concluants.

Ces dernières années le HCR a mis l’accent sur le recrutement féminin, mais si plus de femmes occupent plus de postes à bas échelon, 80% des postes stratégiques dans les agences de l’ONU sont encore détenus par des hommes.

Selon un récent rapport : “Le recrutement de femmes permet de remplir les quotas par sexe et sert de palliatif à la critique, mais en réalité elles n’ont pas de pouvoir dans une organisation ou un projet.”

L’universitaire Julie Mertus a identifié quatre obstacles majeurs à une meilleure assistance aux femmes réfugiées : un décalage persistant entre les politiques formulées au

siège d’une organisation et leur application sur le terrain; le fait de ne pas répondre aux besoins des millions de personnes déplacées en plus des réfugiés; la difficulté pour les femmes d’obtenir le droit d’asile; et le fait que les programmes pour la parité ne prennent pas en compte la situation des réfugiés hommes.

D’après elle, en effet, beaucoup de programmes se concentrent sur les femmes en excluant les hommes, et ceci entrave le changement social.

Parmi les idées avancées pour remédier à la situation figurent la poursuite de projets en cours et de nouvelles initiatives, à savoir : une plus grande participation des femmes à la conception et à la gestion des camps et des programmes pour réfugiés; davantage de projets pour combattre les violences sexuelles; le renforcement des services de conseil; la réinstallation prioritaire des victimes ainsi que le recrutement d’un plus grand nombre de femmes chargées de la protection.

A l’issue d’un récent voyage en Afrique occidentale, le Haut Commissaire Ruud Lubbers déclarait : “J’ai promis aux femmes réfugiées que nous allions les aider davantage.” Ce qu’il a fait en prenant cinq engagements, à savoir : une participation féminine à 50% dans toutes les instances décisionnelles et administratives concernant les réfugiés en ville comme en milieu rural; l’enregistrement individuel de tous les réfugiés d’âge adulte, hommes et femmes; l’élaboration de stratégies pour lutter contre les violences sexuelles; la participation directe et régulière des femmes aux distributions des secours et des articles d’hygiène.

“Les femmes doivent être au cœur des solutions aux crises qui secouent le monde”, a ajouté le Haut Commissaire.

En 1995, Wairimu Karago, alors directrice adjointe du département de la protection internationale au HCR, disait dans une interview : “Nous avons tout ce qu’il faut. Une excellente politique à l’égard des femmes, des textes formidables. Mais cela ne vaut que dans la mesure où c’est appliqué.”

Ce constat reste vrai aujourd’hui. ■

vail accompli au Guatemala a failli être anéanti par le machisme ambiant avec comme attitude : “Ces programmes spéciaux, c’était bien beau pendant l’exil. Maintenant on est chez nous. Je suis de nouveau le chef.”

**Voix :** “Des hommes armés et masqués ont fait irruption chez Natasa, en Bosnie, ils se sont mis à tout dévaliser puis à la battre et à la violer à tour de rôle. Sa mère et elle ont été chassées de leur maison et ont vécu dans une cave sans eau ni électricité, sous les bombardements incessants. Elle a fini par trouver refuge en Europe mais n’aspire qu’à retourner chez elle dès que les conditions de sécurité le permettront.”

Les bouleversements vécus par les femmes réfugiées peuvent leur donner l’opportunité d’améliorer leur condition. “Des exis-

# “Rester ignorant, c’est vivre dans les ténèbres”

*Quand l’exil ouvre une porte inattendue.*



**Sous les taliban, l’école était interdite aux jeunes afghanes** et plusieurs familles ont quitté l’Afghanistan pour que leurs filles puissent poursuivre leurs études dans un autre pays, comme ici, en Iran.

par Michelle Brown and Veronika Martin

**A**vec son vernis à ongles bleu nacré, le sourire confiant de ses vingt printemps et son anglais teinté d’accent américain, Fakhria est un défi au stéréotype de la femme afghane. Assise devant son ordinateur au *Mars Computer Center*, un établissement pour jeunes réfugiées afghanes, à Peshawar, où elle passe des heures à surfer sur l’Internet, elle nous parle de son pays et de son rêve d’y retourner pour devenir programmeur ou médecin.

Il y a trois ans encore, elle vivait à Mazar-i-Charif. Lorsque les taliban se sont rendus maîtres de la ville et ont interdit l’école aux filles, ses parents n’ont pas hésité une seconde : ils ont plié bagage et se sont installés au Pakistan pour qu’elle et ses sœurs poursuivent leurs études. Beaucoup d’autres familles ont choisi de partir pour les mêmes raisons.

Les réfugiés perdent souvent tout lors de leur exil forcé. Para-

doxalement, l’exode de millions d’Afghans dans les vingt dernières années a permis à un nombre considérable de jeunes Afghanes de recevoir à l’étranger – essentiellement au Pakistan et en Iran – l’instruction qui leur était refusée dans leur patrie. Une opportunité qui pourrait s’avérer décisive pour la reconstruction de ce pays meurtri.

“Au Pakistan, les Afghanes ont la possibilité de s’instruire”, explique Fakhria. Mais alors que la plupart des écolières ne vont guère au-delà de la troisième année du primaire, la jeune fille suit aujourd’hui des cours d’informatique au collège tout en poursuivant ses études de médecine à l’université afghane de Peshawar, où sont également inscrites 900 autres Afghanes. Elle enseigne l’anglais au Conseil iranien, ce qui l’aide à payer ses études.

Mahmouda, 18 ans, a elle aussi été interdite d’école quand les taliban ont pris le pouvoir à Kaboul. “J’étais obligée de rester à la maison à ne rien faire.” Son père, ancien militaire amputé d’une jambe,

a décidé il y a quatre ans de s'exiler au Pakistan où les femmes pourraient travailler et les petites filles s'instruire. Mais contrairement à Fakhria la polyglotte qui parvient à gagner modestement sa vie, la timide Mahmouda a bien du mal à régler ses frais de scolarité de 1,20 dollar par mois. Chaque jour, jusqu'à deux heures du matin, elle tisse des tapis ou brode des châles dans une pièce chichement éclairée. Quatre heures plus tard, elle doit se préparer pour aller en classe.

### L'ENTHOUSIASME EST AU RENDEZ-VOUS

A certains égards, la scolarisation des filles a été une remarquable réussite. Les effectifs des écoles primaires de filles parrainées par le HCR au Pakistan ont quintuplé dans les cinq dernières années et, constate Anne Siri, responsable au HCR des services communautaires, "toutes les élèves sont ravies d'être en classe". On note le même enthousiasme en Iran, où les filles constituent près de la moitié de la population scolaire dans le primaire.

En Afghanistan même, on veut mettre les bouchées doubles. Le nouveau gouvernement a promis de rouvrir dès que possible 3500 écoles pour 1,5 million de garçons et de filles. Les salles de classe déjà ouvertes sont bondées, malgré l'absence de mobilier et de chauffage. Dans une école de Kaboul, on peut voir des fillettes sagement assises sur des morceaux d'étoffe posés à même un sol en béton glacé. La directrice a réintégré son poste après plusieurs années d'enseignement clandestin sous les taliban.

Khalida, 16 ans, a fréquenté pendant cinq ans, avec une trentaine d'autres jeunes filles, une de ces mini-écoles officiellement interdites – à quelques rues seulement du quartier général des taliban à Kaboul. "Nous avons peur de nous rendre en classe, nous n'emmenions aucun livre et nous faisons nos devoirs en cachette", se souvient-elle. Aujourd'hui, elle fréquente une école située dans un quartier périphérique de la capitale. Le toit a été éventré par les bombes. Les élèves n'ont ni bancs ni manuels. Les enseignants ne sont pas payés. "Quand il neige, nous nous replions dans les salles qui ont encore un toit, car ce qui compte avant tout, c'est apprendre. Moi, un jour, je serai médecin", lance-t-elle.

Sa camarade Parnyan, 17 ans, n'en revient pas d'être de nouveau à l'école. "J'attendais cela depuis plus de cinq ans. Je suis si heureuse! C'est comme un rêve!"

### MAIS LE RÉVEIL EST PARFOIS RUDE

Malgré ces signes encourageants, la réalité réserve quelques mauvaises surprises et l'avenir n'est pas entièrement rose.

Si quelques centaines de milliers de jeunes Afghans ont pu faire des études durant leur exil, plusieurs millions d'autres n'ont même pas bénéficié d'une instruction élémentaire en raison de l'insuffisance des financements internationaux et de divers autres problèmes. Une fois rapatriés, ces jeunes auront beaucoup de mal à gagner leur vie dans un pays où tout est à reconstruire et qui a besoin d'un maximum de main-d'œuvre qualifiée, dont quelque 100 000 enseignants.

Il y aurait encore environ 3,5 millions de réfugiés afghans au Pakistan et en Iran. Voudront-ils rentrer chez eux? La réponse dépendra non seulement de la situation économique et des conditions de sécurité, mais aussi du développement et de la qualité du secteur de l'éducation.

A cet égard, le réveil a souvent été rude pour les Afghanes rentrées au pays. Comme beaucoup de ses compatriotes, Latifa, récemment réinstallée à Kaboul après huit années d'exil

au Pakistan, est consternée par le délabrement du système éducatif. "Au Pakistan, les équipements étaient corrects", résume-t-elle, "mais ici ce n'est pas du tout la même chose! Il n'y a ni chaises ni fournitures scolaires. Les enseignants ne sont pas payés et arrivent à n'importe quelle heure. J'espère que je vais bientôt étudier dans une vraie salle de classe, qu'il y aura des bancs et de bons enseignants."

## *Paradoxalement, l'exode de millions d'Afghans a permis à de jeunes Afghanes de recevoir une instruction qui leur était refusée dans leur pays.*

Il faut également faire disparaître la fracture ville-campagne et vaincre le vieil a priori selon lequel les filles de paysans n'auraient ni besoin ni envie de s'instruire, un préjugé déjà largement battu en brèche sur le terrain, insiste Sima Samar, Ministre par intérim de la condition féminine et animatrice d'un groupe de développement rural. "Récemment, j'ai reçu les anciens d'un village venus réclamer l'ouverture d'une école de filles", raconte-t-elle. "C'est

une première, car avant il n'était jamais question de scolariser les filles. Maintenant, ils veulent que les femmes soient instruites. Ils ont compris que l'instruction est un atout."

La jeune Mahmouda va bientôt rentrer en Afghanistan. Elle sait qu'elle devra sans doute continuer à broder des châles pour aider ses parents, mais elle est convaincue que son avenir passe par l'école. "Rester ignorant, c'est vivre dans les ténèbres, comme un non voyant", explique-t-elle. "On ne peut même pas lire un panneau de direction pour trouver son chemin. J'espère que nous allons sortir de l'obscurité. La lumière est là qui nous attend." ■

*Les auteurs travaillent pour l'association humanitaire américaine Refugees International.*



**L'arrivée d'un nouveau gouvernement à Kaboul a permis la réouverture des écoles.**

# De l'exil à la présidence...

*Elle aurait pu connaître les trains de déportation soviétiques.  
Elle est devenue chef d'Etat.*



La Présidente de la Lettonie, autrefois une réfugiée, en compagnie du Haut Commissaire Ruud Lubbers.

**“M**a petite sœur est morte trois semaines et trois jours après notre départ des côtes lettones. Nous l'avons enterrée au bord de la route et nous n'avons jamais pu retourner déposer une fleur sur sa tombe. Je suis parmi vous aujourd'hui comme une survivante, prenant la parole au nom de tous ceux qui ont perdu la vie le long d'une route, certains enterrés par leurs proches, d'autres non.”

Cette poignante déclaration de Vaira Vīķe-Freiberga, Présidente de la petite République de Lettonie, a été le moment fort de la récente rencontre au sommet des représentants de 156 pays réunis à Genève en vue d'intensifier leurs efforts pour renforcer la protection des réfugiés à travers le monde.

En 1944, de jeunes parents décidaient de fuir leur pays, alors occupé par les Sovi-

Et c'est ainsi que Vaira et ses parents ont débarqué sur le continent américain. La jeune immigrée est devenue une brillante universitaire, a donné des conférences dans le monde entier. Des années après, elle est retournée dans son pays natal pour diriger le tout nouvel Institut letton. Moins d'un an plus tard, elle était à la présidence de la République.

Des millions de femmes réfugiées sont parvenues à surmonter l'expérience de l'exil la tête haute. Rentrées dans leur pays, elles ont poursuivi une existence anonyme, sou-

vent difficile. Mais l'exemple de Vaira Vīķe-Freiberga prouve qu'avec un peu d'aide, un peu de chance et beaucoup de ténacité, tout est possible.

tiques. Ils emmenaient avec eux la petite Vaira, âgée de sept ans. Leur exil les conduisit en Pologne, en Allemagne et au Maroc puis, par un de ces hasards qui peuvent radicalement changer l'avenir d'un réfugié, au Canada.

“Nous vivions dans des camps, parfois à vingt par pièce. Les gens dormaient dans des lits superposés”, se souvient Madame Vīķe-Freiberga. “Forcément, nous étions très liés. Puis certains de nos compagnons d'infortune ont émigré au Canada. Ils nous ont écrit de là-bas pour nous dire que la vie était difficile, mais qu'en travaillant dur, on pouvait s'en sortir. Pourquoi ne pas les rejoindre ?”

## L'EXIL OU LA DÉPORTATION

“Quitter sa patrie est toujours une épreuve douloureuse”, a déclaré la présidente lettonne aux délégués à Genève. “Mes parents devaient choisir : rester en Lettonie, au risque de se retrouver entassés dans des wagons à bestiaux et déportés en Sibérie ou faire leurs valises et partir.”

Ce fut le départ, et le début d'une cruelle épreuve. “Vous voyez des fenêtres éclairées et vous imaginez tous ces gens qui ont une vie normale, dorment dans leur lit, mangent dans leur salle à manger, vivent sous leur propre toit. Vous, vous survivez au jour le jour. Et quand vous arrivez dans le camp de réfugiés, vous vous retrouvez hors de l'espace et du temps, vous n'avez plus de racines, plus de passé, vous doutez même d'avoir un avenir. Vous êtes des sans-droits, des sans-voix, des marginaux, des non-citoyens. Vous n'avez pas de papiers, et parfois pas de nom. Vous devez vous pincer pour vous rappeler

que oui, vous êtes vivant, oui, vous êtes un être humain, une personne.”

Ils sont des millions de civils à connaître ce sort aujourd'hui. “Dans des tentes, au bord des routes, affamés, transis, ils attendent, en espérant que quelqu'un va leur tendre une main secourable, ne sachant plus très bien s'ils sont encore des êtres humains dignes de ce nom.”

*“Vous vous retrouvez hors de l'espace et du temps, vous n'avez plus de racines, plus de passé, vous doutez même d'avoir un avenir.”*

“J'ignore s'il faudra cinq, cinquante ou cent ans pour que cela change, mais nous devons faire quelque chose. Nous n'avons pas le choix”, a conclu la présidente lettonne. “Nous devons agir.” ■



“Les femmes doivent être au cœur des solutions aux crises qui secouent le monde.”

*Ruud Lubbers, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.*

“J’ai la mission la plus difficile en Afghanistan. Mais je n’ai ni budget ni personnel, et mes collègues du gouvernement ne me soutiennent guère.”

*Sima Samar, Ministre de la condition féminine au sein du gouvernement intérimaire de Kaboul.*



“Cela m’a fait très mal de me séparer de mon petit. Mais voir mes enfants mourir lentement de faim, c’était encore plus douloureux.”

*Un paysan afghan expliquant pourquoi il a vendu son fils âgé de quatre jours à une famille plus aisée, contre l’équivalent de 60 dollars.*



“J’ignore s’il faudra cinq, cinquante ou cent ans pour

que cela change, mais nous devons faire quelque chose. Nous n’avons pas le choix. Nous devons agir.”

*Vaira Vike-Freiberga, ancienne réfugiée et actuelle Présidente de la République de Lettonie.*



“Nous n’avons pas de bancs, pas de livres, et nos enseignants ne sont pas payés. Quand il neige, nous nous replions dans les salles qui ont encore un toit, car ce qui compte avant tout, c’est apprendre.”

*Une adolescente afghane exprimant sa joie d’être de retour à l’école après en avoir été privée pendant des années.*



“Chaque fois que je croise le regard d’un enfant réfugié, je retrouve un peu de moi-même. Si les circon-

stances avaient été différentes, et si le temps s’était arrêté...”

*Madeleine Albright, ancienne Secrétaire d’Etat des Etats-Unis, évoquant son passé de réfugiée.*



“L’eau était rare, et il fallait se contenter de manger des feuilles et des baies sauvages. Des enfants ont été dévorés par les lions.”

*Une des filles “oubliées” du Soudan racontant ses années d’errance dans la savane d’Afrique de l’Est.*



“Il y a quinze ans, on voyait les femmes réfugiées à travers un seul prisme, celui de la mère. On ne les voyait pas comme des êtres humains complexes avec toutes sortes de problèmes.”

*Serge Malé, épidémiologiste principal au HCR, commentant l’évolution des attitudes envers les femmes réfugiées.*



“Le changement de pouvoir et l’instabilité qui prévaut actuellement en Afghanistan pourraient entraîner une montée des violences contre les femmes, dans un climat d’impunité.”

*Kofi Annan, Secrétaire général de l’ONU, sur la situation précaire des femmes en Afghanistan.*



“Je m’engage à respecter les droits et les libertés garantis par le Royaume-Uni. Je m’engage à défendre les valeurs démocratiques du pays, à respecter fidèlement la loi et à remplir mes devoirs et obligations de citoyen britannique.”

*Proposition d’une toute nouvelle déclaration de serment pour les futurs candidats à la citoyenneté britannique, y compris les réfugiés.*



Les Etats devraient “associer les femmes aux négociations de paix et à la mise en œuvre des accords de paix, des constitutions et des stratégies de reconstruction et de réinstallation.”

*Déclaration du Conseil de sécurité de l’ONU, réaffirmant son soutien à une participation accrue des femmes à la recherche de solutions pour les populations déracinées.*



“C’est une première dans l’histoire. Nous nous lançons dans la reconstruction d’un pays en repartant à zéro.”

*Leslie Oqvist, coordonnateur régional de l’ONU, sur l’action engagée par la communauté internationale pour la reconstruction de l’Afghanistan.*